



# BULLETIN ADT - UFA

Sécrétariat Général : 8 rue du Portail de Ville 38353 LA TOUR DU PIN CEDEX  
Associations lois de 1901 sans but lucratif n° association UFA en préfecture : 05908  
Fax : 04.74.97.62.88 e-mail : [ccra@infonie.fr](mailto:ccra@infonie.fr)



Le 20 juillet 2005

**NOUS AVONS GAGNE UNE BATAILLE PAS LA GUERRE .**  
**« Cette mouvance doit être stoppée. Ou c'est nous qui seront stoppés ! » Bob Barr.**

Si le « **NON** » français du 29 mai et le « **NEE** » hollandais du 1<sup>er</sup> juin ont incontestablement porté un coup d'arrêt à l'Europe « *constructiviste* » que mettait subrepticement en place le « *Traité Constitutionnel Européen* » (T.C.E.), les zéloteurs de cette nouvelle forme de totalitarisme ne désarment pas !

Ainsi, « *l'UMP, par la voix d'Hervé de Charette, son secrétaire national aux Relations internationales, propose une "ratification séparée par la France de la partie I du traité constitutionnel", qui définit les objectifs et les compétences de l'Union européenne.*<sup>1</sup> » Et monsieur **de Charrette** enfonce le clou en déclarant à l'AFP « *je propose qu'on fasse un sort particulier à la première partie du traité sur laquelle il n'y a pas eu de critiques*<sup>1</sup> ». Ah bon !

De même, imperturbable, le Parlement européen, comme s'il ne s'était rien passé continu, à débattre en assemblée plénière un texte portant sur les moyens dont disposerait le futur ministre des affaires de l'Union européenne. Ce que les peuples français et hollandais ont rejeté souverainement dans les urnes.

**Paul-Marie Coûteaux**<sup>2</sup>, outré de voir que certains font « *comme si les référendums français et hollandais n'avaient été que consultatifs et continuent leur chemin au mépris des peuples* », n'hésita pas à qualifier cette tentative de « *faire passer la "Constitution" en force au prix d'un véritable putsch* », de « *forfaiture collective* »<sup>3</sup>.

Ne nous méprenons pas, les « *constructivistes* » recherchent actuellement un moyen pour poursuivre leur objectif en passant outre de la volonté du Peuple Souverain.

La démocratie « *Canada dry* » du « *cause toujours* » s'impose. Si plusieurs hypothèses peuvent être avancées sur le choix français du référendum par rapport à la voie parlementaire, il faut constater que le matraquage en faveur du « *oui* » durant la campagne a dépassé ce qui est admissible dans une véritable démocratie. Dans d'autres pays, les « *européistes* » ont été plus loin. Niant le caractère constitutionnel du T.C.E., la Slovaquie, l'a fait adopter par son parlement, bafouant ainsi sa propre Constitution qui oblige de consulter directement le Peuple pour toute atteinte à la Constitution Nationale. De même, les parlementaires suisses se déjugant eux-mêmes ont fait adopter les accords de Schengen -Dublin a la seule majorité simple. La Constitution helvétique, quand la Souveraineté est en cause, impose une double majorité :

celle des votants et celle des cantons. Le 5 juin, seuls 11 cantons ont majoritairement voté « *oui* », contre 12 qui ont rejeté ces accords !

Il semble donc avéré que l'Europe politique en préparation est incompatible avec la Démocratie !

Comme les **manigances** officielles n'ont pas suffi, des « *agents d'influence* » s'activent sur les listes de diffusion et les forum « *pro armes* ».

Sur une liste de diffusion, un courageux anonyme a attaqué les tireurs et surtout les chasseurs, en étalant son incompetence en matière d'armes, de chasse et d'abattoir et sa méconnaissance des règles les plus élémentaires de la grammaire française et de l'orthographe. Les insultes et les inepties fusent sur les forum « *pro armes* » du genre :

« *Ceux qui ont voté non à la constitution européenne en France sont un panaché de:*

- *Communistes et Socialistes qui veulent une Europe plus sociale.*

- *Extrême droite qui ne veulent pas d'une Europe forte politiquement, (ils sont inféodés aux USA).* »

Difficile d'être plus liberticide !

Les vieilles tactiques léninistes consistant à discréditer l'adversaire par le mensonge et l'insulte ont toujours cours. Les méthodes des « *constructivistes* » n'ont pas varié en deux siècles.

Mais maintenant nous les connaissons.

Le premier alibi est de revêtir l'action « *constructiviste* » d'un principe politiquement correcte pour « *l'intérêt général* ». « *La valeur morale de l'intention justifie à l'avance toutes les erreurs*<sup>4</sup> ... ». Le second alibi réside dans l'affirmation que les « *excès* » du « *constructivisme* » découlent « *nécessairement des hommes qui veulent le réaliser*<sup>4</sup> ».

**Errare humanum est.** Pas le système lui même, irréprochable par nature !

En outre, l'objectif des « *constructivistes* », comme l'ont mis en évidence Rigoulot et Yannakakis<sup>4</sup> pour le « *constructivisme* » communiste, est d'enlever toute idée de légitime défense. On ne se défend pas contre ceux qui veulent le bien être de l'humanité.

En témoigne le poste ci-dessous :

« *Le jour où l'état aura décidé de serrer la vis il n'aura pas besoin de se gêner ! et pis quoi on va faire la grève ?...je pense qu'on a pas intérêt à "la ramener" trop la majorité des Français voient dans les armes ,mal et violence et c'est comme ça que ça nous plaise ou non ...* »

Tout d'abord, de tels propos ignorent la tactique retenue dans l'agenda onusien celle du « saucisson<sup>5</sup> ». De plus, il n'existe pas en France d'organisme ou de tendances populaires ouvertement anti-armes. Les armes sont attaquées indirectement par les officines « anti-chasseurs ». Le harcèlement est mené par certains hauts fonctionnaires occupant des postes clés et certains syndicats policiers, le tout relayé par des médias téléguédés.

Si nous examinons objectivement les résultats du scrutin du 29 mai, il y a un constat évident qui se retrouve dans plusieurs pays occidentaux (U.S.A., Royaume-Uni, Canada). Il y a une véritable dichotomie, une ligne de fracture entre les aspirations des urbains et des « ruraux ». Nos ennemis l'ont compris depuis longtemps<sup>6</sup>. En effet, il n'y a pas de « phénomène arme » nuisible à la société en France, ni ailleurs en Occident. Il est ridicule de penser que des hordes révolutionnaires puissent attenter à la République armées de Lebel ou même en ayant pillé les arsenaux pour s'approprier des FAMAS. Ce qui est visé dans la prohibition programmée par l'agenda onusien ce n'est pas l'arme elle-même mais l'Homme libre armé. Comme l'avoue madame Voynet<sup>6</sup>, l'homme nouveau devra être « urbain, résolument ouvert sur l'international » et soumis au système.

C'est pour cela que le ban et l'arrière ban des « hoplophobes » se mobilisent depuis le 29 mai<sup>7</sup>.

Cette fébrilité semble montrer que les autorités ont pris conscience que si les amateurs d'armes, chasseurs, tireurs et collectionneurs ne peuvent imposer leurs choix, ils sont parfaitement capables, dans un scrutin national, de faire battre un candidat qui leur déplaît et de transformer une défaite en débâcle. Ceux qui auraient des ambitions à être candidat aux futures présidentielles de 2007 (en principe) seraient bien avisés d'en tenir compte.

L'axiome que nous devons faire admettre est le suivant :

« **Pas de Droit aux armes, pas de Contrat Social** ».

**La période 2005-07 est la plus cruciale depuis 20 ans.**

Nos associations<sup>8</sup> poursuivrons, elles aussi leur programme pour 2005. Nous avons sauvé les 2 kilogrammes de poudre pour les tireurs, mais c'est insuffisant. Nos 5 propositions sont toujours d'actualité, en particulier le déclassement des armes longues considérées comme « armes de guerre » du seul fait de leur munition.

Mais nous rajoutons, comme il a été décidé le 14 mai lors de l'assemblée réunissant nos adhérents, ceux de l'ANTAC et du S.N.C.C., une pétition au Parlement européen pour l'élection d'une Assemblée Constituante.

Il convient de faire reconnaître une véritable Déclaration des Droits, inspirée de celle de 1789 et du *Bill of Rights* de 1791, où le Droit des Armes sera explicitement mentionné.

Une Constitution doit être dictée par le Peuple et non octroyée par les dirigeants s'accordant en « conciliabule ».

<sup>1</sup> Le Figaro 8 juin 2005

<sup>2</sup> Député français au Parlement européen

<sup>3</sup> Michel Rocard, un des animateurs de l'officine « Gun Control » ANSA et qui proclame depuis 20 ans « que le cadre national était dépassé, délégitimant ainsi l'Etat » et la Nation, s'est offusqué de cette qualification.

<sup>4</sup> P. Rigoulot & I. Yannakakis : « *Un pavé dans l'histoire – le débat français sur le livre noir du communisme* »

<sup>5</sup> En témoigne les propos de B. Le Roux ; « nous assècherons les flux [d'armes (ndr)] et nous nous attaquerons ensuite aux stocks ». En effet, les ventes d'armes en France sont passées en 10 ans de 300 000 par an à moins de 100 000 !

<sup>6</sup> voir encart ci dessous.

<sup>7</sup> La S.P.A., s'inspirant de l'exemple anglais, lance une campagne contre la chasse à courre !

<sup>8</sup> Association De Tireurs et Union Française des amateurs d'Armes.

### **Un Plan bien ciblé et parfaitement articulé !**

Le St HUBERT n° 22 - vol. I – 1999

**Gérard Charollois**, le bouillant magistrat agitateur d'idées anti-chasse, plumitif assidu du Collectif « *Faune sauvage chasse* » ; inscrit sa réflexion idéologique dans l'opposition aux « *lobbies du rural profond d'un vieux pays vécu fantasmatiquement, d'une France archaïque qui n'existe plus qu'à l'état de folklorique; une France qui fut peuplée de chasseurs, de bouilleurs de crus* ». À l'opposé, il évoque « *La France moderne, européenne, écologiste, urbanisée, cultivée* ».

**Dominique Voynet** exprime une sensibilité identique en expliquant que son projet de loi d'aménagement du territoire s'inscrit en opposition lu loi Pasqua de 1995 qu'elle juge « *ruralo-ruraliste* ». Elle se réfère au « *fait urbain, résolument ouvert sur l'international* » comme pivot du développement rural régional.

Dernière Nouvelle : Le bureau directeur de l'A.D.T. a élu :

Comme Président : **Hervé Senach**

Comme Secrétaire Général : **Patick Coffy**

Et a coopté comme Administrateur Patrick Pidoux.

« *Il y eut conciliabule. On vint de partout et même d'Istanbul. Pour mener le débat, on prit un vieux babouin qui depuis vingt cinq ans s'ennuyait dans son coin.* » **La Fontaine** « *Les animaux et la Constitution* ».